



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

05 FEV. 2018

Parçay-Meslay, le

Unité départementale d'Indre et Loire

Le Directeur Régional

à

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire

DCPPAT/Bureau de l'environnement

37925 TOURS Cedex 9

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

**Actualisation et renforcement des prescriptions
applicables aux installations exploitées par
la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales
sur le territoire de la commune de DESCARTES**

1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

2. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

3. PRESCRIPTIONS

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Pièces jointes :

- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;
- Annexe 1 de l'arrêté préfectoral susvisé (plan de situation) ;
- Annexe 2 de l'arrêté préfectoral susvisé (plan de masse) ;
- Annexe 3 de l'arrêté préfectoral susvisé (plan général des magasins d'engrais solides et des produits phytopharmaceutiques).

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. Il présente les prescriptions complémentaires que l'inspection des installations classées propose d'imposer à la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales (SCA COC) dont le siège social est situé ZAE de Chalembert, à JAUNAY CLAN (86130). Ces prescriptions actualisent et renforcent les dispositions actuellement applicables aux installations que cette coopérative exploite sur le territoire de la commune de DESCARTES.

1 – CADRE RÉGLEMENTAIRE

1.1 – Modification des activités

Le code de l'environnement fixe le cadre réglementaire applicable en cas de modification des activités soumises à autorisation environnementale, telles que celles exploitées par la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales à DESCARTES.

En son article L. 181-14, il prévoit que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 de ce même code, à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

1.2 – Bénéfice des droits acquis

Les Installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.

Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.

Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont précisés par décret en Conseil d'État.

1.3 – Activités de stockage de céréales

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié fixe des obligations de résultats en terme de prévention des risques d'incendie et d'explosion dans les silos de stockage de céréales. Il laisse à l'exploitant la responsabilité du choix des moyens nécessaires et adaptés pour parvenir à respecter ces objectifs. Conformément à l'article 2 de ce même arrêté ministériel, l'exploitant doit disposer d'une étude de dangers qui donne lieu à une analyse des risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels et qui définit et justifie les mesures de réduction des risques nécessaires.

Ainsi, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues à l'arrêté ministériel doivent être justifiées dans l'étude de dangers, et en particulier celles de l'article 10 qui précise :

« l'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Les zones d'éloignement forfaitairement fixées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié concernant les capacités de stockage (à l'exception des boisseaux) et les tours de manutention sont définies :

- *par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux.*
- *par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux.*

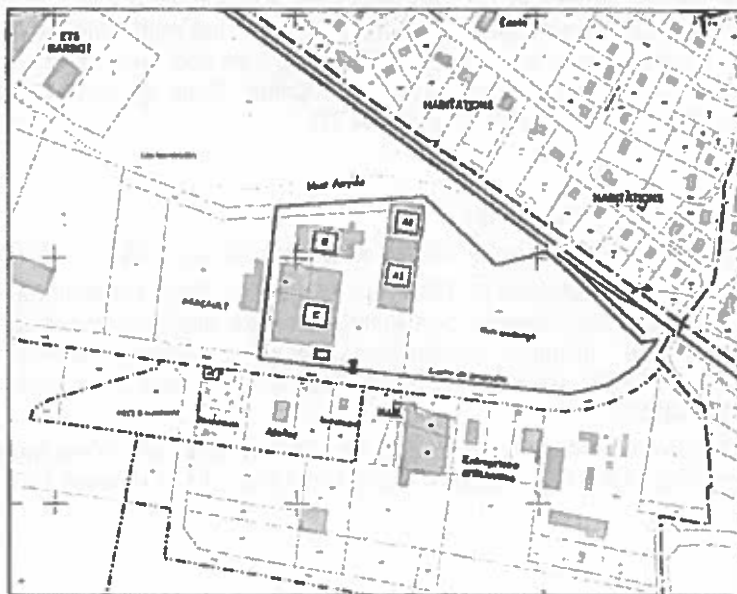
Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, soit dans les distances d'éloignement forfaitaires fixées à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent à mettre en place :

- des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur cellules ou sous cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;
- des moyens techniques permettant de limiter la pression liée aux risques accidentels d'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur cellules et sous cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place... ».

2 – PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales exploite des installations de stockage d'engrais solides, de produits phytopharmaceutiques et des céréales, dans son établissement situé lieu-dit « La Chartrie », rue Pierre et Marie Curie à DESCARTES.

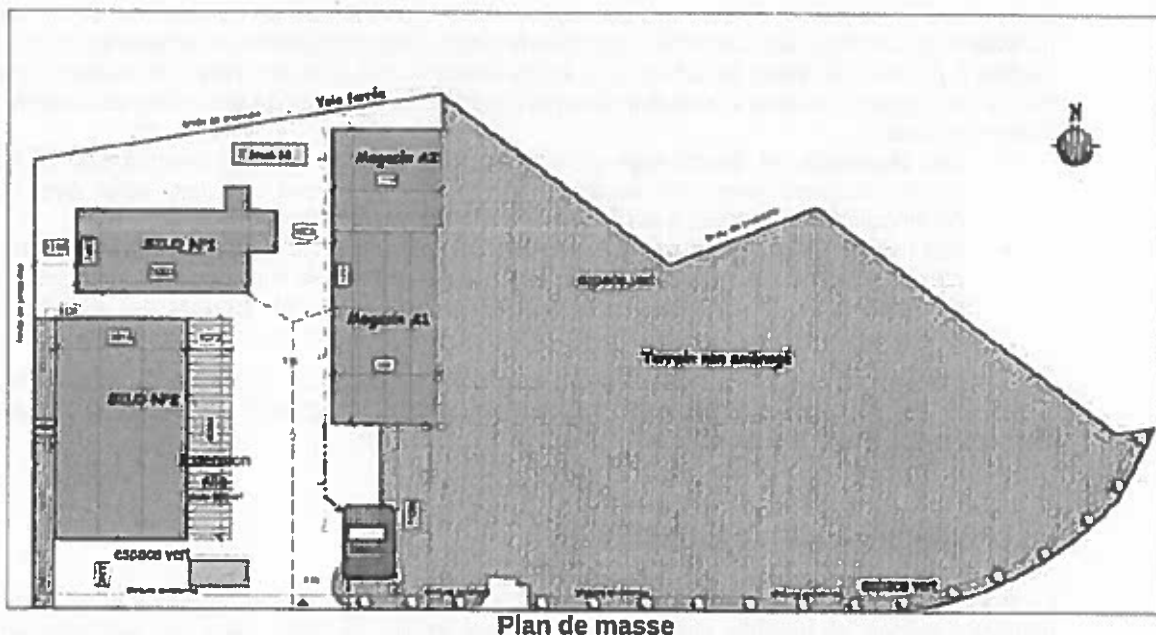


Plan de situation

Ce site, d'une superficie de 34 597 m², est situé dans une zone industrielle, à proximité d'autres activités dont celles de la société PASCAULT.

Le site est soumis au régime de l'autorisation, au sens du code de l'environnement, pour son activité de stockage de céréales d'une capacité totale de 21 974 m³, sous la rubrique 2160-2. Le complexe céréalier, exploité depuis 1972, comprend aujourd'hui plusieurs installations, dont les principales sont :

- 1 silo vertical métallique (silo n°1), d'une capacité de 7 360 m³ (rubrique 2160-2) : tour de manutention (h = 18 m) et 16 cellules de stockage (h = 15 m) ;
- 1 silo vertical métallique (silo n°2), d'une capacité de 53 335 m³ (rubrique 2160-2) : 3 tours d'élévation en extérieur et 20 cellules de stockage (h = 19 m) ;
- 1 stockage de produits phytopharmaceutiques (rubriques 4510 et 4511) ;
- 1 stockage d'engrais solides (rubrique 4702), d'une capacité limitée à 1 240 t.



Plan de masse

Les capacités de stockage de céréales sont implantées à des distances inférieures aux distances réglementaires fixées par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié. De plus, l'ensemble des effets létaux, notamment en cas de rupture d'une paroi du silo n°2, n'est pas circonscrite dans les limites de propriété. Dans ce contexte, ces installations sont classées Silo à Enjeux Très Importants (SETI).

2.1 – Situation administrative :

Les installations ont fait l'objet des actes administratifs suivants :

- de l'arrêté préfectoral n° 13404 du 21 octobre 1991 autorisant la société CELLERIN à poursuivre l'exploitation des installations de stockage en vrac de céréales et d'un dépôt de produits phytopharmaceutiques situés, lieu-dit « La Chartre » à DESCARTES, dans le cadre de l'actualisation des prescriptions applicables à ces installations ;
- de l'arrêté préfectoral n° 17646 du 19 avril 2005 de prescriptions complémentaires modifiant l'arrêté préfectoral susvisé n° 13404 du 21 octobre 1991 ;

- de l'arrêté préfectoral n° 18372 du 6 mai 2008 autorisant la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales (SCA COC) à poursuivre l'exploitation des installations de stockage en vrac de céréales, d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium et de produits phytopharmaceutiques situées, lieu-dit « La Chartrie » à DESCARTES, dans le cadre de l'actualisation des prescriptions applicables à ces installations.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié applicables aux silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables soumis à autorisation de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées, sont également applicables aux installations de l'établissement.

Enfin, les installations de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium, de stockage de produits phytopharmaceutiques et de collecte de déchets non dangereux constitués des emballages de produits phytopharmaceutiques apportés par les adhérents de la coopérative, soumises à déclaration respectivement sous les rubriques n° 4702, 4510 et 2710-2, doivent être exploitées dans le respect des dispositions applicables à ces secteurs d'activité, à savoir :

- l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant de la rubrique 4702 dont les dispositions applicables aux installations existantes sont reprises au chapitre 8.3.1 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport ;
- l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous notamment la rubrique n° 4510, dont les dispositions applicables aux installations existantes sont reprises au chapitre 8.3.2 du projet d'arrêté préfectoral précité ;
- l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié, fixant le contenu des registres « déchets » mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement, dont les dispositions sont reprises au titre 5 de ce même projet d'arrêté préfectoral.

2.2 – Informations générales

Selon les données portées le 26 février 2014, par l'exploitant, à la connaissance de l'administration au travers des compléments à l'étude de dangers de l'établissement, les nouvelles quantités de produits dangereux stockés entraînent un changement de statut du site.

Par courrier du 11 mai 2016, modifiée le 13 janvier 2017, la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales a confirmé ces modifications en notifiant à l'autorité administrative la nouvelle répartition des produits phytopharmaceutiques et des engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium qu'elle a mis en œuvre suite aux évolutions du code de l'environnement et de la nomenclature, introduites par les décrets du 3 mars 2014 n°2014-284 (modifiant la partie réglementaire du code de l'environnement) et n°2014-285 (modifiant la nomenclature des installations classées).

La déclaration d'existence précitée introduit une réduction des risques à la source ainsi qu'une réduction du volume global de produits dangereux stockés sur site. Ces changements engendrent une modification du classement de l'établissement qui ne relève plus du statut seveso seuil bas.

À ce titre, le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires joint au présent rapport propose l'abrogation des dispositions associées à ce statut.

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de ce même projet d'arrêté acte les modifications décrites ci-dessus, et statue sur le classement de l'ensemble des activités exploitées par la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales à DESCARTES.

3 – PRESCRIPTIONS

3.1 – Positionnement des installations de stockage de céréales vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

De part la présence de la société PASCAULT située à l'Ouest des silos verticaux n° 1 et 2 dans la zone forfaitaire réglementaire fixée à 50 m, ainsi que de cette même société à l'intérieur de la zone des effets létaux en cas d'ensevelissement, ces deux silos sont classés SETI (silos à enjeux très importants) et la société doit mettre en place des mesures complémentaires de protections.

Ces mesures imposées par l'arrêté préfectoral n° 18372 du 6 mai 2008 sont désormais mises en place. Toutefois, l'étude de danger dans sa version actuelle ne justifie pas l'ensemble de ces mesures, ni les distances des effets résiduels à retenir au regard des mesures de protection mises en œuvre.

Aussi, l'inspection propose d'imposer à l'exploitant la production, dans un délai de 3 mois, d'un complément à sa note complémentaire « ECE – 2006 » afin de présenter de manière explicite les choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires pour respecter les dispositions des articles 7.5.4.1 et 7.5.4.2 du projet d'arrêté joint au présent rapport et, les justifications des mesures adoptées.

Une évaluation des zones d'effets de l'ensemble des volumes découplés est également à joindre à la note précitée.

Cette note ainsi que les justificatifs précités devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

3.2 – Défense incendie du site

Par courrier du 11 mai 2016, la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales a sollicité l'avis du SDIS d'Indre-et-Loire sur les mesures mises en place et envisagées, à savoir :

- l'installation de colonnes sèches dans chaque tour de manutention,
- la mise en place d'exutoires de fumée dans le bâtiment A1 de stockage d'engrais solides et de produits phytopharmaceutiques,
- la réalisation d'un mur coupe-feu entre la partie du bâtiment A1 dédiée au stockage de produits phytopharmaceutiques et celle des cases de stockage d'engrais solides,
- le déplacement de l'armoire d'acquisition et de transmission des alarmes incendie dans l'accueil,
- la commande d'une lance auto-propulsive afin de permettre de lutter contre un incendie au cœur des stockages d'engrais solides,
- la suppression de la réserve d'émulseurs prescrite au point 13.3 de l'arrêté préfectoral n° 18372 du 6 mai 2008.

Dans son avis du 9 juin 2016 en réponse à cette sollicitation, le SDIS a indiqué être favorable à l'ensemble de ces mesures qui contribuent à la mise en sécurité du site. Concernant le dernier point, au regard de la quantité très faible de liquides inflammables présente dans l'établissement, la détention d'émulseurs sur le site n'est pas jugée nécessaire ; la disposition réglementaire associée à cette exigence peut être supprimée. Le projet d'arrêté joint au présent rapport est modifié en ce sens.

3.3 – Actualisation des prescriptions applicables au site

Comme précisé supra, l'exploitation du complexe céréalier de la Société Coopérative Agricole Centre Ouest Céréales est encadrée par l'arrêté d'autorisation d'exploiter n° 13404 du 21 octobre 1991 modifié et complété par les arrêtés n° 17646 du 19 avril 2005 et n° 18372 du 6 mai 2008.

Pour plus de lisibilité, les prescriptions du projet d'arrêté joint au présent rapport se substituent, à compter de sa notification, à celles des arrêtés préfectoraux n° 13404 du 21 octobre 1991, n° 17646 du 19 avril 2005 et n° 18372 du 6 mai 2008 susvisés.

Dans ce cadre, l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du n° 13404 du 21 octobre 1991 est abrogé à notification de ce même arrêté, et les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n° 17646 du 19 avril 2005 et n° 18372 du 6 mai 2008 sont également abrogés.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint reprend l'ensemble des dispositions fixées par les arrêtés préfectoraux précités et propose également :

- en son article 1.5.3, les mesures à adopter en cas de vente de terrain dans l'emprise actuelle du site de manière à conserver la maîtrise foncière des zones de surpressions de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminés dans son étude de dangers en cas d'explosion dans les silos, ainsi que pour les terrains concernés par les distances d'éloignement forfaitaires et/ou d'isolement définies par l'ensemble des arrêtés sectoriels qui lui sont applicables,
- en son article 1.7.6, les mesures à adopter en cas de cessation d'activité,
- en son article 7.5.5, la vérification annuelle de l'efficacité de l'aspiration associée à la manutention des silos.

4 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Considérant :

- que le code de l'environnement prévoit en son article R. 181-45 que des prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires, sur propositions de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, fixant les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement nécessite,
- que dans son avis du 9 juin 2016, le SDIS a indiqué être favorable à la suppression de la disposition réglementaire associée à l'obligation de disposer d'émulseurs sur le site, au regard de la quantité très faible de liquides inflammables présente dans l'établissement,
- que l'étude de danger du site et plus particulièrement la note complémentaire « ECE – 2006 » ne présente pas de manière explicite l'ensemble des choix techniques retenus en fonction des aménagements nécessaires pour respecter les dispositions des articles 19.1 et 19.2 de l'arrêté préfectoral n° 18372 du 6 mai 2008 repris par les articles 7.5.4.1 et 7.5.4.2 du projet d'arrêté joint et, les justifications des mesures adoptées,
- que les changements induits par les évolutions de la nomenclature des installations classées d'une part, et apportés par l'exploitant d'autre part, engendrent une modification du classement de l'établissement nécessitant une actualisation du tableau de classement des activités du site,
- qu'il convient d'actualiser les dispositions réglementaires en vigueur au regard des modifications précitées,

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable au projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

